

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Loredana CAPPELLETTI
Universität Wien, Institut für Römisches Recht und Antike Rechtsgeschichte
loredana.cappelletti@univie.ac.at

Sylvie PITTIA
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ANHIMA – UMR 8210
sylvie.pittia@univ-paris1.fr

Le colloque international tenu à Paris les 13 au 15 octobre 2016, dont le présent volume constitue les actes, a été le premier et demeure encore l'unique qui soit entièrement consacré à la guerre sociale¹ : nous tenons à remercier tous les collègues qui avaient alors accepté sans hésitation notre invitation à y participer², montrant ainsi l'importance et, nous nous permettons de le dire, la nécessité de cette rencontre.

Pourquoi parler de nécessité ? En vérité, il existe bel et bien des études, articles et monographies portant sur ce conflit qui, comme nous le savons, a bouleversé en l'espace de peu d'années le cadre politico-juridique, administratif et social de l'Italie antique.

Les premières recherches vraiment approfondies sur cet épisode remontent à la première moitié du dix-neuvième siècle. Et il faut noter que c'est à Paris, où s'est tenu notre colloque, que fut publié en 1841 l'*Essai sur la guerre sociale* de Prosper Mérimée. Après les travaux synthétiques de Karl Keferstein et de Carl Weiland publiés en

¹ Signalons les actes du congrès *Corfinium e la Guerra Sociale* 1973. Cette publication s'est tournée plus spécifiquement sur les volets archéologiques et topographiques du site de Corfinium et du territoire des Péligniens. On trouve des considérations plus générales sur le conflit dans les contributions de L. PARETI (p. 479-485) et d'E. LEPORE (p. 486-497), en revanche la synthèse de V. T. BUTTREY sur le monnayage des insurgés (p. 503-512) est désormais remplacée par l'étude détaillée réalisée par CAMPANA 1987.

² Les contributions de L. GAGLIARDI (« Il rapporto tra la *lex Iulia de civitate* e la *lex Plautia Papiria* ») et A. COŞKUN (« The Social War as Test Case for the Principles of Roman Republican Citizenship Policy ») ont été publiées séparément.

Allemagne³, le livre de Mérimée présentait pour la première fois un travail d'ampleur, une reconstitution complète et méthodique tant des événements de la guerre sociale, de ses acteurs, que de l'organisation politico-juridique mise en place à Rome et dans la péninsule, avant et après la guerre⁴. Quelques années plus tard, en 1845, Adolf Kiene publie à Leipzig *Der römische Bundesgenossenkrieg nach den Quellen bearbeitet*, un ouvrage préparé, là encore, avec une grande rigueur scientifique, et dans lequel l'auteur, pour étudier et expliquer la guerre sociale, commence par analyser la politique envers les alliés, la *Bundesgenossenpolitik*, qu'a pratiquée le gouvernement romain dans les siècles précédents.

Depuis lors, le sujet a rencontré l'intérêt des savants modernes de façon plus sporadique, selon des modalités diverses et avec des résultats inégaux. À la fin du dix-neuvième siècle et dans la première moitié du vingtième siècle, il faut signaler les monographies d'Erich Marcks, d'Alfred von Domaszewski et d'Irmentraud Haug⁵. Ces travaux – auxquels il faut ajouter, en 1956, le commentaire fondamental qu'Emilio Gabba a consacré au récit d'Appien sur le conflit⁶ – se caractérisent par l'attention particulière accordée à la tradition des sources littéraires portant sur le conflit, dans toute sa complexité : ils cherchent à rendre compte de la logique des témoignages antiques et ils offrent une approche exégétique des sources, tant du point de vue historique et philologique que dans une dimension de critique textuelle.

En 1976 est intervenue la publication posthume du livre de Gaetano De Sanctis, *La guerra sociale*, une trentaine d'années après son élaboration (en 1945). Ce livre marque un retour à une approche du conflit dans sa globalité et il se présente sous la

³ KEFERSTEIN 1812 (94 p.) et WEILAND 1834 (69 p.) ; les deux ouvrages sont rédigés en latin.

⁴ *L'Essai* comporte 403 pages, avec une annexe consacrée à la numismatique à partir de la p. 359 ; cf. aussi MÉRIMÉE 1845.

⁵ MARCKS 1884 ; VON DOMASZEWSKI 1924 (trad. it. par L. CAPPELLETTI, Chieti, 1993) ; HAUG 1947. Il faut rattacher à cette période le travail de DRZEZGA 1907, qui étudie les rapports entre Rome et ses alliés depuis la deuxième moitié du II^e siècle av. n. è. jusqu'au tribunal de M. Livius Drusus en 91 av. n. è.

⁶ GABBA 1956 ; voir aussi GABBA 1958, p. 13-34 ; cf. CRAWFORD 2014. À partir des années cinquante du siècle dernier, E. Gabba a publié d'importants articles sur la guerre sociale et les thèmes afférents ; ils ont été regroupés dans les volumes *Esercito e società nella tarda Repubblica romana*, Florence, 1973 (l'ouvrage a connu une traduction partielle en anglais par P. J. CUFF, 1976) et *Italia Romana*, Pavie, 1994 ; sur ce pan de l'historiographie, voir CLEMENTE 2016 ; BARONI 2016 ; DAVID 2016.

forme d'une monographie embrassant les aspects historico-politiques, événementiels et prosopographiques⁷.

Il a fallu attendre quelques années pour voir à nouveau publier des monographies ayant la même approche globalisante : nous pensons ici surtout aux travaux d'Edward T. Salmon⁸, d'Arthur Keaveney⁹, de Jean-Michel David, d'Henrik Mouritsen, de Fernando Wulff-Alonso, de Luis Amela Valverde¹⁰ et les plus récents livres de Seth Kendall et Christopher Dart¹¹.

Par certains côtés, et c'est essentiel, ces travaux récents reflètent assurément un regain d'intérêt, tout à fait justifié et même bienvenu, de l'historiographie contemporaine dans les débats sur cet épisode fondamental dans l'histoire de Rome, de l'Italie antique et de la domination romaine (*l'imperium Romanum*). Ces travaux sont utiles bien sûr parce qu'ils offrent, particulièrement aux jeunes générations de chercheurs et d'étudiants, une nouvelle étude, minutieuse et précise, de la guerre et de ses acteurs, Romains et Italiens.

Il convient notamment de souligner qu'aux informations principales et générales sur le conflit, il y a lieu d'ajouter d'autres notations, d'autres éléments, non moins essentiels, qui émergent quand on prend en compte tous les types de témoignages actuellement disponibles concernant l'affrontement : non seulement les sources littéraires et numismatiques, mais aussi les sources épigraphiques et archéologiques. Des travaux ont été publiés, surtout des articles, dont certains sont récents, qui portent sur des thèmes et des documents spécifiques, et en approfondissent l'interprétation. Par exemple, les études relatives à la tradition littéraire concernant les *leges de civitate*, ou celles sur la répartition des nouveaux citoyens dans les tribus, les recherches sur l'inscription d'Asculum, ou celles sur les inscriptions concernant les *étuns* de Pompéi, ou encore sur le monnayage des insurgés etc. Tous ces travaux ont enrichi considérablement la masse

⁷ DE SANCTIS 1976 ; cf. RIDLEY 2008, spéc. p. 177-180.

⁸ SALMON 1967, p. 340-398 (= trad. it. p. 359-417). Cette synthèse a été préparée par divers articles consacrés au conflit, notamment SALMON 1958 ; SALMON 1962 ; SALMON 1964 et 1982.

⁹ KEAVENEY 1987 ; l'année suivante est paru le livre de BRUNT 1988, qui contient la réédition de divers écrits importants de l'auteur sur le thème.

¹⁰ DAVID 1994 ; MOURITSEN 1998 ; WULFF ALONSO 1991 et WULFF ALONSO 2002 ; AMELA VALVERDE 2007.

¹¹ KENDALL 2013 ; DART 2014. Il faut assurément mentionner les synthèses récentes sur la guerre publiées par BISPHAM 2016 ; SANTANGELO 2017 ; voir également CARLÀ-UHINK 2017, p. 330-394 ; WULFF ALONSO 2021, p. 82-96, 291-319 et particulièrement LAPYRIONOK 2021.

des contributions et ils reflètent la diversité des approches disciplinaires. Il s'agit de publications qui étudient une documentation nouvelle ou, quand elle est déjà connue, qui en renouvellent l'interprétation. Pour cette raison, ces travaux sont tous nécessaires, indispensables même, afin de dépasser une approche trop standardisée de la guerre sociale, une approche qui s'est construite pour ainsi dire sur une dimension « tralatic » de l'historiographie. Par là nous voulons souligner que la présentation du conflit était reproduite presque à l'identique et n'était modifiée que marginalement d'un ouvrage à l'autre. Les nombreux articles, y compris ceux qui traitent de thèmes plus spécialisés, ont permis des progrès y compris dans la compréhension globale du conflit, même s'ils se sont parfois simplement appuyés sur quelques fragments, quelques maigres sources éparses et pourtant très significatives.

C'est bien à partir de ce constat et de cette prise de conscience qu'est née l'idée de notre colloque parisien et que s'est imposée cette nécessité dont nous avons parlé au début. Nous espérons avoir créé les conditions pour que l'épisode de la guerre sociale soit enfin abordé (et à l'avenir aussi) dans une logique résolument interdisciplinaire, en sorte que puisse émerger une véritable mise en relation, et plus encore une pleine confrontation des sources, des argumentations et des méthodes d'analyse, conduite par des historiens, des juristes, des archéologues, des linguistes, des épigraphistes et des numismates. Nous sommes parties de la conviction que telle est la bonne voie pour éclairer et approfondir la connaissance des causes, des motivations et de la signification d'un des épisodes les plus importants de l'histoire antique.

Ce livre veut faire partager aux lecteurs des questions et perplexités, il veut s'interroger aussi sur l'utilisation des sources. Le terrain de la guerre sociale, par les questions qu'il pose sur la citoyenneté, son partage, sa diffusion, l'ampleur des phénomènes migratoires dans l'Italie du 1^{er} siècle, les formes d'intégration civique ou d'exclusion civique, s'est trouvé dans l'historiographie récente très contaminé par les débats de notre époque. Comment change-t-on de *civitas* ? Comment perd-on une *civitas* ? Peut-on être sans *civitas* ? Comment vivent des *nationes* dans un État réputé les fondre en une même entité ? Les Italiens avaient-ils vraiment la perception d'appartenir à un État commun, d'avoir une histoire commune, et disons même un destin commun ? Questions que l'on pose pour l'Antiquité et à partir des sources antiques mais chacun mesure que la résonance contemporaine peut à la fois aiguillonner ces enquêtes et aussi complètement les polluer.

Notre intérêt pour ce dossier a été aiguïé par de multiples facteurs : le premier tient à la place globalement insatisfaisante dévolue à la guerre sociale dans nos enseignements. Elle constitue souvent l'objet d'une séance qui met l'accent sur un épisode à la fois sanglant et paradoxal dans l'histoire romaine. Nous en mettons en valeur le dénouement hâté par les préoccupations liées au commandement mithridatique et nous enchaînons sur la guerre civile Sylla/Marius. *In fine*, nous concédons que nous avons « trop peu de sources ». Et surtout, nous ne revenons guère sur ses conséquences concrètes et pratiques ensuite. Pourtant il y a toute une génération d'hommes politiques romains qui émerge au moment de la guerre sociale, qui a combattu pendant les événements, ou qui les a forcément vécus de près : la génération Crassus (né vers 115 voire peut-être en 113¹²) est affectée de plein fouet, son frère aîné meurt pendant le conflit ; la génération Cicéron (né en 106) arrive à l'âge adulte dans ces années de conflit. César a un oncle consul qui prend une part active dans les combats de la guerre sociale. Pompée Strabon et Pompée (futur Magnus) combattent pendant la guerre. Combien de familles romaines, au-delà des élites que nous connaissons mieux, avaient un parent mort ou blessé pendant le conflit ? ou un combattant du conflit ?

Un autre facteur a poussé notre curiosité, c'est la question de la périodisation de l'histoire romaine, non point celle que nous héritons du XIX^e siècle mais celle que les Anciens pouvaient concevoir de leur propre histoire. Cet épisode a abouti à multiplier par 2 ou 2,5 le corps civique. C'est aussi bouleversant qu'une révolution institutionnelle. Était-ce vu comme une rupture ? Qu'est-ce qui pouvait scander les étapes de leur histoire pour les citoyens romains ?

Un troisième facteur est lié à la vie scientifique et aux travaux qui sont publiés ou menés actuellement. Parmi les récents colloques, il y a ceux co-organisés par l'université de Genève, l'Institut suisse de Rome et la British School de Rome. Leur angle d'approche a été celui de l'identité italienne, qui, comme ils le rappellent à juste titre, a longtemps été dominée par des études sur la relation et la confrontation entre les éléments italiques et les éléments étrusques¹³. L'intérêt pour l'Italie pré-romaine et pour l'Italie « formellement » romaine (au sens de l'Italie d'après 270) s'est désormais étendu jusqu'à l'époque de la guerre sociale voire au-delà.

¹² SCHETTINO 2005, 2023.

¹³ Les trois volumes issus des colloques réunissent des études d'archéologues, d'historiens et de linguistes et constituent désormais un ensemble de référence sur ces thèmes. Voir ABERSON, BIELLA, DI FAZIO, WULLSCHLEGER 2014 ; ABERSON, BIELLA, DI FAZIO, SANCHEZ, WULLSCHLEGER 2016 ; ABERSON, BIELLA, DI FAZIO, WULLSCHLEGER 2022.

Du coup, la guerre sociale, même si en apparence la période est courte, apparaît comme un moment privilégié pour observer l'évolution de plusieurs dossiers complexes et imbriqués :

- la relation tendue de l'État romain avec les alliés italiens et la mise en question de l'idée selon laquelle cette tension aurait été résolue définitivement par les lois concédées par Rome à cette occasion. Depuis quand les lois règlent-elles la paix au terme d'une guerre ? Les lois ne sont pas des traités de paix. On confond les deux niveaux souvent à propos de la guerre sociale.
- la diffusion de la citoyenneté romaine, l'attrait même de cette citoyenneté pour des pérégrins : on a trop souvent postulé que le débat était entre « vouloir la citoyenneté romaine » ou « redevenir indépendant ». Et s'il y avait une troisième hypothèse, qui consistait à rester « alliés » ? En ce cas, pas de conflit ouvert et préservation de certains avantages ; la condition d'alliés est vue très souvent comme entièrement négative, surtout depuis la suspension du *tributum*. Mais il ne faut peut-être pas forcer le trait.
- la réalité de la diffusion des droits civiques partiels en Italie jusqu'au premier siècle : qui avait le *conubium*, le *commercium*, qu'était-il advenu des populations qui migraient vers l'*ager Romanus* après que, vers 125, le *ius migrandi* avait probablement disparu ?
- comment, dès avant l'extension de la citoyenneté romaine aux alliés italiens, les modes d'organisation « à la romaine » avaient-ils pu influencer déjà les populations dont l'organisation locale n'était pas entrée dans le moule des colonies ou des municipes ? La période est, on le voit, charnière à plusieurs titres parce qu'elle permet de revenir non seulement sur les causes mais sur la faisabilité même de la guerre, sur la possibilité du conflit ouvert : qu'est-ce qui fait qu'en 91, les conditions d'une insurrection générale sont devenues possibles ? cf. la réflexion de Peter Brunt¹⁴, qu'est-ce qui a convaincu 0,5 M de personnes de la nécessité de combattre ?
- la période permet aussi de revenir sur le conflit lui-même : outre les aspects militaires, la série des lois adoptées par les Romains ne cesse d'interroger les juristes, les historiens et le bon sens. Sont-elles vraiment répétitives ? Qui visent-elles ?

¹⁴ BRUNT 1988.

- enfin et surtout peut-être, la guerre sociale nous intéresse à cause de ses lendemains : comment peut se faire une réconciliation de ces amis devenus ennemis, qui passent de dominants contre alliés au statut de concitoyens ? Comment la génération des combattants a-t-elle pu oublier les cicatrices d'un conflit qui est réputé avoir fait plusieurs centaines de milliers de morts dans la péninsule¹⁵ ? Comment ceux qui se considéraient comme des Marse, des Péligniens etc. sont-ils devenus des Romains et se sont-ils pensés comme tels ?

Écrire, raconter, commémorer la guerre sociale fut un défi complexe : pour la nommer, pour en borner les limites chronologiques (jusqu'en 82 ?), pour en délimiter les zones, pour en énoncer les peuples ou cités impliquées, pour faire le plan d'un livre (guerre extérieure ou prélude des guerres civiles ?). Il reste frappant qu'on ait autant de mentions éparses et courtes, qu'on ait réduit souvent la guerre au conflit chez les Marse et qu'elle ait été si peu désignée sous le nom que nous lui connaissons de *bellum sociale*. C'était une contradiction dans les termes, un aveu d'échec. En tout cas, cette guerre paraît avoir joué un rôle dans la conception que les Anciens se faisaient du découpage des temps forts de la République romaine, son époque, chargée de menaces (Mithridate, guerre sociale, guerre civile entre Marius et Sylla) constituait bel et bien une *aetas* identifiée comme telle.

Si l'on peut bien sûr déplorer d'avoir une image encore éclatée du point de vue des révoltés, soulignons aussi qu'une fois de plus nous nous heurtons à ce qu'Henry Bardon appelait la littérature latine inconnue¹⁶, ces écrits dont seuls le titre nous est parvenu : on aimerait lire les *Annales* d'Hortensius. Et avoir plus que quelques citations éparses de Sisenna. Ces témoins avaient raconté la guerre, peut-être même « leur » guerre et on ignore comment ils la nommaient. Elle avait été violente, fratricide par certains côtés, son souvenir ne pouvait manquer d'avoir sinon traumatisé du moins fortement imprégné cette génération née vers 110-100 (celle de Cicéron, de Pompée, de César). Ces hommes avaient eu 20 ou 25 ans au temps de la guerre sociale, en étaient-ils influencés dans leur conception de l'identité italienne, de la citoyenneté, de l'intégration ?

La guerre sociale a été une guerre assurément, et des témoins en avaient donné le récit. Elle demeurait un point de repère dans la crise de la République, elle était perçue comme un temps de rupture, un point de basculement, la fin d'une époque ou plutôt

¹⁵ Estimation tirée de Vell. Pat. 2.15.3.

¹⁶ BARDON 1952-1956.

le début d'une autre tout entière faite des tragédies au sein du corps civique. Quand l'Italie devient romaine, toute guerre déclenchée en Italie par ses populations devient mécaniquement une guerre civile.

Les curatrices du volume adressent leurs chaleureux remerciements à Antonio Gonzales, directeur de l'ISTA, qui a accueilli ce livre dans sa collection. Laurène Leclercq a mis tout son soin à la préparation éditoriale du volume et nous lui en sommes reconnaissantes ainsi qu'à Thibault Chanvin. Frédéric Vieira avait été l'assistant du colloque et son travail a beaucoup facilité le nôtre. Julie Gillet a assuré la réalisation graphique de la couverture.

Nous ne saurions terminer ce livre sans évoquer le souvenir de Sara Santoro, qui avait accepté de participer au congrès de Paris et qui fut brutalement emportée par la maladie. Nous souhaitons ici rendre hommage à sa mémoire.

Bibliographie

- ABERSON M., BIELLA, M. C., DI FAZIO M., WULLSCHLEGER M. (2014), (dir.), *Entre archéologie et histoire : dialogues sur divers peuples de l'Italie préromaine* (E pluribus unum ? L'Italie, de la diversité préromaine à l'unité augustéenne, 1), Berne-Berlin.
- ABERSON M., BIELLA, M. C., DI FAZIO M., SANCHEZ P., WULLSCHLEGER M. (2016), (dir.), *L'Italia centrale e la creazione di una koinè culturale ? I percorsi della "romanizzazione"* (E pluribus unum ? L'Italie, de la diversité préromaine à l'unité augustéenne, 2), Berne-Berlin.
- ABERSON M., BIELLA, M. C., DI FAZIO M., WULLSCHLEGER M. (2022), (dir.), « Nos sumus Romani qui fuimus ante... ». *Memory of ancient Italy* (E pluribus unum ? L'Italie, de la diversité préromaine à l'unité augustéenne, 3), Berne-Berlin.
- AMELA VALVERDE L. (2007), *El toro contra la loba. La guerra de los Aliados (91-87 a.C.)*, Madrid.
- BARDON H. (1952-1956), *La Littérature latine inconnue*, 2 vol., Paris.
- BARONI A. (2016), « Emilio Gabba: esercito e società », dans C. CARSANA, L. TROIANI (dir.), *I percorsi di un Historikos. In memoria di Emilio Gabba*, Côme (Biblioteca di Athenaeum, 58), p. 115-126.
- BISPHAM E. (2016), « The Social War », dans A. E. COOLEY (dir.), *A Companion to Roman Italy*, Malden, p. 76-89.
- BRUNT P. (1988), *The Fall of the Roman Republic and Related Essays*, Oxford.
- CAMPANA A. (1987), *La monetazione degli insorti italici durante la guerra sociale (91-87 a.C.)*, Soliera.

- CARLÀ-UHINK F. (2017), *The "Birth" of Italy. The Institutionalization of Italy as a Region, 3rd-1st Century BCE*, Berlin.
- CLEMENTE G. (2016), « La tarda repubblica romana: da Esercito e Società alla Storia di Roma », dans C. CARSANA, L. TROIANI (dir.), *I percorsi di un Historikos. In memoria di Emilio Gabba*, Côme (*Biblioteca di Athenaeum*, 58), p. 105-114.
- Corfinium e la Guerra Sociale* (1973), L'Aquila (*Bullettino della Deputazione Abruzzese di Storia Patria*, 63), p. 445-512.
- CRAWFORD M. H. (2014), « Gabba's Appian between Pavia and the Antipodes », *Incidenza dell'Antico*, 12, p. 207-211.
- DART C. J. (2014), *The Social War, 91 to 88 BCE. A History of the Italian Insurgency against the Roman Republic*, Dorchester.
- DAVID J.-M. (1994), *La Romanisation de l'Italie*, Paris.
- DAVID J.-M. (2016), « L'Italia dopo la guerra sociale negli studi di Emilio Gabba », dans C. CARSANA, L. TROIANI (dir.), *I percorsi di un Historikos. In memoria di Emilio Gabba*, Côme (*Biblioteca di Athenaeum*, 58), p. 127-132.
- DE SANCTIS G. (1976), *La guerra sociale*, Florence [travail inédit publié par L. POLVERINI].
- DRZEZGA E. (1907), *Die römische Bundesgenossenpolitik von den Gracchen bis zum Ausbruch des Bundesgenossenkrieges*, Neustadt O.-S. (Buchdruckerei J. Augustin).
- GABBA E. (1956), *Appiano e la storia delle guerre civili*, Florence.
- GABBA E. (1958), *Appiani Bellorum Civiliium Liber Primus. Introduzione, testo critico e commento con traduzione e indici*, Florence [1967²; ristampa anastatica con Introduzione e Note bibliografiche di F. SANTANGELO, Bari, 2021].
- GABBA E. (1973), *Esercito e società nella tarda Repubblica romana*, Florence [= *Republican Rome, the Army and the Allies*, trad. angl. par P. J. CUFF, Oxford, 1976].
- GABBA E. (1994), *Italia Romana*, Côme.
- HAUG I. (1947), « Der römische Bundesgenossenkrieg 91-88 v. Chr. bei Titus Livius », *WJA*, 2, p. 100-139 ; 201-258.
- KEAVENEY A. (1987), *Rome and the Unification of Italy*, Londres [2005²].
- KEFERSTEIN K. W. (1812), *De Bello Marsico*, Halae (Heemerde u. Schwetschke).
- KENDALL S. (2013), *The Struggle for Roman Citizenship. Romans, Allies, and the Wars of 91-77 BCE*, Piscataway NJ.
- LAPYRIONOK R. V. (2021), *Die Ursprünge des Bundesgenossenkrieges. Land und Politik in den Jahren 133-91 v.Chr.*, Bonn.

- MARCKS E. (1884), *Die Überlieferung des Bundesgenossenkrieges 91-89 v.Chr.*, Marbourg.
- MÉRIMÉE P. (1841), *Essai sur la guerre sociale*, Paris (Firmin Didot).
- MÉRIMÉE P. (1845), « Médailles italiotes de la guerre sociale », *RN*, 10, p. 77-111.
- MOURITSEN H. (1998), *Italian Unification. A Study in Ancient and Modern Historiography*, Londres.
- RIDLEY R. T. (2008), « Gaetano De Sanctis and the Missing Storia dei Romani », *Arctos*, 42, p. 159-180.
- SALMON E. T. (1958), « Notes on the Social War », *TAPhA*, 89, p. 159-184.
- SALMON E. T. (1962), « The Cause of the Social War », *Phoenix*, 16, p. 107-119.
- SALMON E. T. (1964), « Sulla Redux », *Athenaeum*, 42, p. 60-79.
- SALMON E. T. (1967), *Samnum and the Samnites*, Cambridge [= *Il Sannio e i Sanniti*, trad. it. par B. McLEOD, A. VENTURI, Turin, 1985].
- SALMON E. T. (1982), *The Making of Roman Italy*, Londres.
- SANTANGELO F. (2017), « The Social War », dans G. D. FARNEY, G. BRADLEY (dir.), *The Peoples of Ancient Italy*, Boston-Berlin, p. 231-253.
- SCHETTINO M. T. (2005), « La formazione politica del giovane Crasso nella bibliografia plutarquea », dans A. JIMENEZ, F. TITCHENER (dir.), *Historical and Biographical Values of Plutarch's Works. Studies devoted to Philip Stadter*, Malaga, p. 411-422.
- SCHETTINO M. T. (2023), *Crassus, pratique et théorie du pouvoir*, Rome.
- VON DOMASZEWSKI A. (1924), *Bellum Marsicum*, Vienne-Leipzig [= *Bellum Marsicum*, trad. it. par L. CAPPELLETTI, Chieti, 1993].
- WEILAND C. A. F. (1834), *De Bello Marsico*, Berolini (Aug. Guil. Schade).
- WULFF ALONSO F. (1991), *Romanos e Itálicos en la Baja República: Estudios sobre sus relaciones entre la Segunda Guerra Púnica y la Guerra Social (201-91 a.C.)*, Bruxelles.
- WULFF ALONSO F. (2002), *Roma e Italia de la guerra social a la retirada de Silla (90-79 a.C.)*, Bruxelles.
- WULFF ALONSO F. (2021), *Sin noticias de Italia. Identidades y pertenencias en la República romana tardía*, Séville.